

L'histoire et les sciences sociales face au néolibéralisme et à l'ingérence politique

Par Yves Frenette et Sylvie Taschereau

L'ingérence politique dans la recherche n'est pas un phénomène nouveau et n'est pas spécifique au Québec ou au Canada. Mais les exemples de ce type d'intervention se sont récemment multipliés dans ce pays, à la faveur d'une logique gestionnaire et de postulats idéologiques visant à réduire le rôle de l'État. C'est particulièrement le cas depuis l'avènement du gouvernement Harper en 2006.

Cette évolution des rapports entre le pouvoir et le savoir appelle une réflexion, souvent aussi un positionnement de la part des historiens et autres praticiens des sciences humaines. De fait, à la Société historique du Canada (SHC), le dossier de la représentation publique a pris une grande importance. C'est dans ce contexte et dans le cadre du 67^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française que l'IHAF et la SHC ont tenu à Québec, le 18 octobre dernier, une table ronde conjointe organisée par Yves Frenette (Université de Saint-Boniface) et Sylvie Taschereau (Université du Québec à Trois-Rivières) et présidée par cette dernière.

L'abolition du formulaire long du recensement canadien et son impact sur la recherche

Démographe de l'Université Concordia et directrice académique du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, Danielle Gauvreau a rappelé l'importance des recensements fédéraux pour étudier une foule de questions. La décision du gouvernement fédéral, en juin 2010, de transformer le questionnaire long et obligatoire du recensement en une enquête à caractère volontaire (Enquête nationale auprès des ménages), prise sous prétexte de protéger la vie privée des Canadiens, représente selon elle un « traumatisme majeur » que les chercheurs ont unanimement dénoncé.

Les conséquences de cette décision sont graves : elle augmente le taux de non-réponse et entraîne un biais dans le taux de réponse, causant un manque de représentativité impossible à quantifier. Le mode de collecte n'étant plus le même, la comparabilité des données dans le temps est incertaine et leur niveau de fiabilité moindre. Enfin cette décision compromet l'indépendance de Statistique Canada.

History and Social Sciences and the Challenges of Neoliberalism and Political Interference

By Yves Frenette and Sylvie Taschereau

Political interference in research is not a new phenomenon and is not specific to Quebec or Canada. But instances of this kind of intervention have recently increased in this country, in line with a certain management philosophy and ideological assumptions that seek to reduce the role of the State. This is particularly the case since the advent of the Harper government in 2006.

This evolution of the relationship between power and knowledge calls for a reflection on the part of historians and other practitioners in the humanities and for them to take a stand. In fact, advocacy issues have gained prominence at the Canadian Historical Association (CHA). It is in this context that the Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) and the CHA held a joint roundtable on October 18th, 2014 at the 67th Congress of the IHAF. It was organised by Yves Frenette (Université de Saint-Boniface) and Sylvie Taschereau (Université du Québec à Trois-Rivières) and Sylvie also chaired it.

The cancellation of Canada's long-form census and its impact on research

Danielle Gauvreau, demographer at Concordia University and academic director of the Quebec Inter-University Centre for Social Statistics, recalled the importance of federal censuses in the study of a variety of topics. The decision by the federal government in June 2010 to transform the mandatory long-form census to a voluntary survey (National Household Survey), taken under the pretext of protecting the privacy of Canadians, represents a "major trauma" that has been unanimously denounced by researchers.

This decision has had serious consequences: it has increased the rate of non-response and led to a bias in the response rate, causing a lack of representativeness impossible to quantify. The collection method is no longer the same, the comparability of data over time is uncertain and its level of reliability is lower. Finally, this decision undermines the independence of Statistics Canada.

The government ignored these criticisms except two. Mistakenly thinking that it would solve the anticipated bias problem, it increased the sample size of the National Household Survey from 20 to 30% (resulting in higher costs!). Threatened with prosecution by

Le gouvernement a ignoré toutes ces critiques sauf deux. Pensant à tort résoudre le problème de biais anticipé, il a augmenté la taille de l'échantillon pour l'Enquête nationale auprès des ménages de 20 à 30 % (provoquant une hausse des coûts!). Menacé d'une poursuite par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, il a également déplacé les questions linguistiques vers le questionnaire court du recensement.

L'enquête a obtenu un taux de réponse de 69 %. Toutefois, les utilisateurs des résultats publiés et des données rendues disponibles depuis peu signalent de nombreux problèmes : non publication des données des localités où le taux global de non-réponse est de 50 % ou plus ; manque de comparabilité avec les recensements précédents ; enfin la qualité des données ne permettant plus le calcul des indicateurs usuels, les nombreux utilisateurs d'indices de défavorisation sont privés de cet outil.

Danielle Gauvreau conclut en dénonçant cette attaque idéologique à saveur néolibérale, faite au mépris de la recherche scientifique et du consensus suivant lequel notre société doit se doter de données de qualité pour connaître son évolution et travailler à son amélioration.

La SHC et les politiques mémorielles du gouvernement Harper

Yves Frenette, responsable des interventions publiques à la SHC, a orienté la réflexion vers les politiques mémorielles du gouvernement Harper, qui utilise le passé à des fins idéologiques en même temps qu'il sabre dans les budgets de Parcs Canada et démantèle Bibliothèque et Archives Canada (BAC). Son personnel réduit du cinquième et soumis à la déprofessionnalisation, BAC a ralenti ses acquisitions d'archives privées et de livres, réduit ses heures d'ouverture, fermé des portails en ligne, aboli le Service de prêts entre bibliothèques et le Programme national de développement, abandonné aussi son rôle de leader international en matière de conservation, de diffusion du patrimoine documentaire et de théorie archivistique. Le nouveau programme de numérisation des archives, présenté comme panacée, n'a pas donné beaucoup de résultats.

Parallèlement, BAC a mis sur pied des partenariats controversés avec l'entreprise privée. Elle a cédé pour dix ans à Canadiana.com les droits numériques exclusifs sur des millions de documents et de livres. Elle a aussi mis en ligne, en partenariat avec la firme Ancestry.com, le recensement canadien de 1921 accompagné d'un index géographique. Cette compagnie doit créer un index nominatif dont elle aura le monopole commercial pendant trois ans. Ainsi les utilisateurs ont accès gratuitement au recensement et à l'index géographique, mais devront s'abonner à Ancestry.com pour consulter l'index nominatif. BAC a allégué qu'en contexte de restrictions budgétaires les partenariats entre secteurs public et privé permettent de diffuser des documents et des bases de données en faisant des économies bénéfiques aux contribuables canadiens. Cette argumentation ne vaut cependant pas pour le recensement de 1921, dont BAC avait déjà une version numérisée, résultat de collaborations entre Statistiques Canada et des partenaires universitaires.

the Federation of Francophone and Acadian communities in Canada, it also moved the language issues on the short census questionnaire.

The survey achieved a 69% response rate. However, users of the published results and data recently made available reported numerous problems: no publication of localities data where the overall rate of non-response is 50% or more; lack of comparability with previous censuses; finally, the quality of data does not allow for the calculation of the usual indicators, and many users of indices of deprivation can no longer use this tool.

Danielle Gauvreau concluded by denouncing this neoliberal ideological attack, made in defiance of scientific research and the consensus whereby our society must have quality data to know its development and work to improve it.

The CHA and the memory policies of the Harper government

Yves Frenette, CHA Advocacy Committee Chair, guided the discussion on the memorial policies of the Harper government, which uses the past for ideological purposes while at the same time slashing the budgets of Parks Canada and dismantling Library and Archives Canada (LAC). Its staff reduced by a fifth and subject to de-professionalization, LAC has reduced its acquisitions of private archives and books, shortened hours, closed online portals, and abolished the Interlibrary Loan service as well as the National Archival Development Programme while at the same time also abandoning its international leadership role in the conservation of documentary heritage and archival theory. Their new digitisation program of archives, trumpeted as a panacea, has not produced a lot of results.

Meanwhile, LAC has established controversial partnerships with the private sector. It sold exclusive digital rights to millions of documents and books for ten years to Canadiana.org. It also posted, in partnership with the firm Ancestry.com, the 1921 Canadian Census accompanied by a geographical index. This company is to create a nominal index of which it will have the commercial monopoly for three years. So users have free access to census and geographical index, but must subscribe to Ancestry.com to view the nominal index. LAC contends that partnerships between the public and private sectors will help disseminate documents and databases and are beneficial to Canadian taxpayers in a context of budgetary restrictions. This argument is, however, not valid for the 1921 census, which LAC had already digitized, the result of collaboration between Statistics Canada and academic partners.

In response to these measures and in collaboration with other national organisations, the CHA has lobbied LAC and successive ministers of Canadian Heritage and Official Languages, to end the weakening of this key institution for

En réponse à ces mesures et en collaboration avec d'autres organismes nationaux, la SHC a fait pression auprès de BAC et des ministres successifs du Patrimoine canadien et des Langues officielles pour que cesse l'affaiblissement de cette institution clé pour la recherche historique. Lorsqu'en mai 2013 Daniel Caron, PDG de BAC, a été forcé de démissionner, la SHC a contribué à l'établissement du profil idéal de son successeur. Elle s'est aussi engagée dans le dossier de la transformation du Musée canadien des civilisations en Musée canadien de l'histoire (MCH). À l'annonce de sa création, en octobre 2012, elle a exprimé publiquement ses craintes face à la disparition de l'objectif de « compréhension critique » du mandat de la nouvelle institution. La SHC a aussi insisté pour que l'histoire du Canada présentée au MCC soit multidimensionnelle et prenne en compte l'expérience de groupes divers, tout en offrant des perspectives qui peuvent parfois être opposées. La SHC s'est aussi inquiétée du fait que le MCH recherche des partenariats avec le secteur privé, le financement public étant insuffisant pour sa bonne marche. Dans ce contexte les pressions financières risquent de limiter l'autonomie des grandes institutions publiques.

Après avoir formulé publiquement ces critiques, la SHC a été invitée à être représentée au sein des instances consultatives pour déterminer le contenu de l'exposition permanente du MCH, preuve que les historiens ont tout intérêt à exercer leur esprit critique dans la Cité.

L'utilisation grandissante de l'histoire à des fins politiques soulève des questions éthiques et le danger d'une division entre « historiens critiques » et « historiens serviles ». Les emplois et les ressources permettant une recherche libre étant limités, la tentation est en effet grande de répondre à des demandes politiques au détriment de la rigueur historique et de la distance critique que la discipline exige. La politisation des données sociales est productrice d'ignorance, comme en témoigne éloquentement l'abolition du formulaire long du recensement.

La politique de libre-accès des grands conseils fédéraux de recherche et le système québécois de recherche savante : négation et menace

Pour sa part Lucia Ferretti, historienne de l'Université du Québec à Trois-Rivières et directrice de la revue *Études d'histoire religieuse*, a dénoncé la mise en vigueur prochaine, par les grands conseils fédéraux de recherche, d'une politique de libre-accès aux revues savantes.

historical research. When Daniel Caron, Librarian and Archivist of Canada was forced to resign in May 2013, the CHA helped establish the ideal profile of his successor. The CHA is also engaged in the transformation of the Canadian Museum of Civilization into the Canadian Museum of History (MCH) file. At the announcement of its creation in October 2012, the CHA publicly expressed its fears with regards to the removal of the objective of "critical understanding" in the mandate of the new institution. The CHA also insisted that Canada's history at the CMH be multidimensional and take into account the experience of various groups, while providing interpretations that can be challenged. The CHA was also concerned that the CMH is also seeking partnerships with the private sector, since public funding is insufficient for its smooth operation. In this context, financial pressures may limit the autonomy of large public institutions.

After going public with these criticisms, the CHA was invited to be represented on the advisory committees to determine the contents of the permanent exhibition of the MCH, which proves that historians have every incentive to participate in the debates on heritage.

The Tri-Council Open Access Policy and the scholarly research structure in Quebec: negation and threat

For her part Lucia Ferretti, a historian at the Université du Québec à Trois-Rivières and editor of the journal *Études d'histoire religieuse*, denounced the imminent implementation of an Open Access Policy for scholarly journals by the Tri-Council Agencies.

First developed in the medical and pharmacological sciences sector, this structure is on the rise, especially in countries where publication is almost exclusively in English. It creates a very lucrative market organized around a few large private companies that sell their services to libraries and other research institutions. The federal granting councils want to impose this system to all areas of research. They conducted an online consultation for this purpose in the fall of 2013, a survey to which *Études d'histoire religieuse* and *Revue d'histoire de l'Amérique française* submitted a joint memorandum. According to their analysis, these policies threaten the autonomy and visibility of the scientist communities in Quebec and in Canada. Open access also poses an additional threat to the research ecology in French, where consortia the size of *Érudit* (which manages about 140 journals, against thousands for each of the major players mentioned above) may literally be crushed.

Furthermore, the Francophone scientific environment needs some protection in order that quality journals can be sustained and develop. These journals not only disseminate scholarly research, they also often play the role of research leaders, and it would therefore be inappropriate to ask authors whose articles passed the peer review test to pay in order to be published. Under these conditions, without the support of major

Élaboré à l'origine dans le secteur des sciences médicales et pharmacologiques, ce système a le vent en poupe, surtout dans les pays où on ne publie pratiquement qu'en anglais. Il crée un marché très lucratif, organisé autour de quelques grandes compagnies privées qui vendent leurs services aux bibliothèques et autres institutions de recherche. Les conseils subventionnaires fédéraux veulent imposer ce système à tous les domaines de la recherche. Ils ont mené dans ce but, à l'automne 2013, une consultation en ligne en réponse à laquelle *Études d'histoire religieuse* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française* ont déposé un mémoire conjoint <http://www.cha-shc.ca/download.php?id=1773>. Selon leur analyse, ces politiques menacent l'autonomie et la visibilité des scènes scientifiques canadienne et québécoise. Le libre-accès menace de surcroît l'écologie de la recherche en français, où les consortiums de la taille d'Érudit (qui gère environ 140 revues, contre des milliers pour chacun des gros joueurs évoqués plus haut) risquent d'être littéralement broyés.

Par ailleurs, la scène scientifique francophone a besoin d'une certaine protection pour que des revues savantes de qualité se développent et se maintiennent. Ces dernières ne font pas que diffuser la recherche savante, elles jouent souvent aussi le rôle d'animatrices de recherche, et seraient donc malvenues de faire payer les auteurs dont les articles passent le test de l'évaluation par les pairs. Dans ces conditions, dépourvues du soutien de grandes fondations, les revues de langue française ne peuvent entrer sans risque dans un grand système de libre-accès.

Les deux revues ont également souligné la nécessité de promouvoir la visibilité de la production scientifique québécoise et canadienne, de ne pas les confier simplement aux grands moteurs de recherche tel Google Scholar, ou aux plateformes américaines et européennes. Dans ce but, elles recommandent que les conseils de recherche subventionnent dans chacune des langues officielles une plateforme de diffusion en libre accès et de services aux revues et aux bibliothèques. Les universités, instituts et autres milieux de production des connaissances savantes pourraient faire de ces plateformes leur dépôt institutionnel en libre accès, de façon à créer une grande vitrine francophone et une grande vitrine anglophone de la recherche scientifique au Canada.

Deux cent un mémoires ont été présentés aux trois conseils fédéraux. Or le document qui fait la synthèse de cette consultation ne dit rien de la langue dans laquelle ils ont été rédigés ni de leur provenance géographique. Il est donc impossible de savoir si les mémoires venant du Québec (ou d'autres régions) ou les mémoires rédigés en langue française ont exprimé des préoccupations plus spécifiques. Le système de recherche en français, avec ses indéniables particularités, ne semble pas devoir mériter l'attention de ces grands organismes. Lucia Ferretti conclut en nous invitant à surveiller de près l'évolution de leurs politiques.

L'historien face aux demandes politiques et sociales

Enfin Yves Gingras, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences à l'Université du Québec à Montréal, a partagé avec l'auditoire ses réflexions critiques sur les développements récents dans la recherche en sciences humaines.

foundations, French-language journals cannot safely enter into a wide open access system.

Both journals have also stressed the need to promote the visibility of the scientific production in Quebec and in Canada, and not give the responsibility of doing so only to the major search engines like Google Scholar or to US and European platforms. To this end, they recommend that the research councils subsidize a broadcasting platform in open access and offer services to journals and libraries in each official language. Universities, institutes and other scholarly knowledge production environments could make these platforms their institutional open access repository, thereby creating a key showcase window for Francophone and Anglophone scientific research.

Two hundred and one submissions were sent to the Tri-Councils. But the document that summarizes the consultation says nothing of the language in which they were written or their geographic origin. It is therefore impossible to know whether the memorandums from Quebec (or elsewhere) or those written in French expressed more specific concerns. The Francophone research system, with its undeniable characteristics, does not seem to have merited the attention of these large organizations. Lucia Ferretti concluded by inviting us to monitor changes in their policies.

The increased use of history for political purposes raises ethical issues and the danger of a division between "critical historians" and "servile historians." Since employment and resources that allow unrestricted investigation are limited, the temptation is indeed great to respond to political demands at the expense of historical accuracy and the critical distance that the discipline requires. The politicization of social data breeds ignorance, as the abolition of the long-form census powerfully demonstrates.

The historian and social and political demands

Finally Yves Gingras, who holds the Canada Research Chair in the History and Sociology of Science at the Université du Québec à Montréal, shared his critical reflections on recent developments in humanities research.

The poor relation of the three federal granting councils, the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) mimics, increasingly so, the policies and practices of the Canadian Institutes of Health Research (CIHR) and the Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC).

Parent pauvre des trois conseils subventionnaires fédéraux, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) calque de plus en plus ses politiques et pratiques sur celles des Instituts de recherche en santé (IRSC) et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG). L'imposition des politiques de libre accès va dans ce sens : alors que ce problème est une réponse aux coûts exorbitants des revues scientifiques et médicales (souvent plus de 10 000 \$ par année), le problème est différent en sciences humaines dont les revues sont plus souvent à très faible coût et ont une fonction différente, sans compter que le modèle « libre accès doré » prôné par plusieurs – et qui exige que l'auteur paie les frais de publication – est inapplicable étant donné les faibles montants de recherche disponibles dans ces disciplines.

Le CRSH valorise de moins en moins la recherche fondamentale, au profit de la recherche appliquée, ce qui est une grande erreur, comme le prouvent plusieurs exemples tirés de l'histoire des sciences. En outre, les programmes de recherche valorisés et soutenus sont ceux qui proposent de la « Big Science », des « grosses affaires », des « partenariats » et d'énormes projets. Comme les budgets globaux des organismes subventionnaires n'augmentent pas, au contraire, ce sont les programmes plus modestes qui écotent, par exemple ceux qui soutenaient les déplacements des étudiants lors d'événements scientifiques. Or, dans nos disciplines, les petits montants sont utiles et productifs tant en matière de formation des étudiants des cycles supérieurs que de recherche et de diffusion du savoir.

Le processus d'évaluation des chercheurs témoigne de biais semblables, de la même vision unidimensionnelle qui applique aveuglément aux sciences humaines les critères ayant cours dans le domaine des sciences de la nature. Ainsi, alors que le livre demeure le médium de diffusion par excellence des historiens, le modèle imposé par les sciences pures et appliquées le néglige et accorde plus d'importance aux articles ainsi qu'au nombre de publications. Alors qu'un programme comme l'aide à l'édition scientifique a peu d'intérêt pour les sciences relevant du CRSN et des IRSC, il est fondamental pour celles relevant du CRSH.

Parallèlement, l'utilisation grandissante de l'histoire à des fins politiques soulève des questions éthiques et le danger d'une division entre « historiens critiques » et « historiens serviles ». Les emplois et les ressources permettant une recherche libre étant limités, la tentation est en effet grande de répondre à des demandes politiques au détriment de la rigueur historique et de la distance critique que la discipline exige. La politisation des données sociales est productrice d'ignorance, comme en témoigne éloquentement l'abolition du formulaire long du recensement.

Face à cette évolution, Yves Gingras plaide, lui aussi, en faveur d'un positionnement individuel et collectif des historiens, notamment par l'entremise de la SHC et de l'IHAF.

Lors de la période de discussion et de questions qui a suivi les quatre présentations, les échanges ont été nombreux et fructueux.

The imposition of open access policies can be described as such: while this problem is a response to high costs of scientific and medical journals (often more than \$ 10,000 per year), the problem is different in the humanities whose journals are usually produced at very low cost and have a different function, notwithstanding the fact that the “gold open access” model advocated by many – and which requires that the author pays publication costs – is unsuitable given the limited amount of research funds available in these disciplines.

SSHRC values applied research much more than basic research, which is a big mistake, as several examples in the history of science have confirmed. Furthermore, research programs that are valued and supported are those that offer “Big Science,” “massive ventures,” “partnerships” and mammoth projects. Since the total funding of the granting agencies does not increase, the contrary is true, it is the smaller programs that pay the price, for example those which supported student travel to scientific events. This is unfortunate since, in our disciplines, small amounts are useful and productive both in terms of training graduate students and in terms of research and dissemination of knowledge.

The evaluation process of researchers demonstrates similar biases, in the same one-dimensional approach which arbitrarily applies standards prevailing in the field of natural sciences to the humanities. So while the book remains the preferred choice for historians to disseminate knowledge, the model imposed by the pure and applied sciences disregards it and places greater emphasis on articles and the number of publications. While a program such as support for scholarly publishing has little interest in science linked to the NSRF and CIHR, it is essential for those associated to SSHRC.

Meanwhile, the increased use of history for political purposes raises ethical issues and the danger of a division between “critical historians” and “servile historians.” Since employment and resources that allow unrestricted investigation are limited, the temptation is indeed great to respond to political demands at the expense of historical accuracy and the critical distance that the discipline requires. The politicization of social data breeds ignorance, as the abolition of the long-form census powerfully demonstrates.

Faced with this development, Yves Gingras also calls for individuals and the historical community to take a stand, including through the CHA and IHAF.

During the discussion and questions that followed the four presentations, exchanges were numerous and fruitful.

Robert Rumilly et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

L'épopée singulière d'un manuscrit

Par Marc-André Gagnon
Candidat au doctorat, University of Guelph

Il arrive parfois que le dépouillement archives prenne des tournants inattendus alors que les différentes pistes s'offrant à l'historien se dévoilent graduellement à la lumière de la consultation des documents. Étant alors à Montréal afin de conduire des recherches dans le cadre de mes études doctorales portant sur les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, j'ai trouvé par hasard une référence me poussant vers le fonds d'archives de Robert Rumilly ; ce dernier ayant publié une histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (ci-après SSJBM) en 1975. J'ai donc cru bon d'explorer la genèse de l'ouvrage pour mieux comprendre la méthode de travail de Rumilly, ses rapports avec les administrateurs de la SSJBM et le processus d'édition. Il faut dire que quelques détails me chicotaient secrètement depuis la lecture du livre à commencer par la chronologie; il couvre des origines de la Société jusqu'en 1948. Je trouvais étrange que Rumilly – avec la perspective temporelle adoptée - n'aborde pas les grands débats sur l'avenir du Québec qui tiraille le réseau des SSJB durant les années soixante. Ce que j'y ai découvert et ce que je m'appête à partager avec vous est le récit d'un auteur et de son texte. Engagé par la SSJBM pour écrire son histoire à la fin des années 1940, le manuscrit dormira dans classeurs pendant près de 30 ans à la suite d'un conflit entre l'auteur et les directeurs de la Société. Retour sur l'épopée singulière d'un manuscrit.

En 1975, lorsque paraît l'Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal : des Patriotes au Fleurdelisé, 1834/1948, Robert Rumilly est un chroniqueur bien établi sur la scène littéraire québécoise. Il venait alors de publier des ouvrages sur les municipalités de Longueuil (1974), d'Outremont (1975) en plus de terminer une série en cinq volumes sur l'histoire de Montréal (1970-1974). Dans la préface qu'il signe Jean-Marie Cossette, président directeur de l'institution montréalaise, précise que le livre s'inscrit dans les suites des célébrations du 140^e anniversaire de la SSJBM (il fait remonté ses origines en 1834) et qu'il témoigne d'une époque où l'on « parlait beaucoup plus de la "présence française en Amérique" que de la libération du Québec ». Il mentionne au passage que le travail de Rumilly dévoile le caractère avant-gardiste de la Société « qui n'a jamais refusé d'être sur la brèche » pour défendre le fait français tant au Québec qu'ailleurs sur le continent. Quant à l'éditeur, il souligne que « l'historiographie québécoise aura désormais à sa disposition un ouvrage exhaustif sur une question capitale » sans évidemment révéler de quelle question il s'agit. Publié aux éditions de l'Aurore, dirigées par Léandre Bergeron et Victor-Lévy Beaulieu, il passe relativement sous le radar des publications savantes qui n'en offrent pas de recensions; l'*Action nationale* ou la *Revue d'histoire de l'Amérique française* préférant faire paraître des comptes rendus de la réédition de sa biographie de Louis-Joseph Papineau.



(à droite) Robert Rumilly, professeur et historien. Année: 1960. ©nd Auteur: inconnu. Commanditaire: Canada Wide. Référence: Canada Wide; (au centre de la page) Logo de la Société St-Jean Baptiste de Montréal.

Pour comprendre le conflit entre Rumilly et les directeurs de la Société, il faut remonter à la genèse du projet à la fin des années 1940.

Origines du livre :

C'est à l'automne 1946 que les cadres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal arrêtent leur choix sur Robert Rumilly afin de lui passer commande d'un manuscrit sur son histoire. Ce choix peut paraître naturel : l'auteur partage un certain nombre de positions politiques communes avec l'organisation patriotique, dont au premier chef la défense de l'autonomie provinciale¹. Il est également connu pour accepter des contrats de rédaction. Toutefois, il n'est pas la première personne à qui des dirigeants offrent l'opportunité de travailler à la fresque historique de la Société. Et bien que quatre autres aient décliné cette offre, Rumilly, lui, se réjouit de pouvoir écrire sur ce sujet.

Dans la correspondance qu'il entretient avec la Société, Rumilly s'emploie à vendre ses talents. Il dit jouir des installations de premier plan à la Bibliothèque du parlement alors qu'il travaille comme traducteur à la Chambre des communes à Ottawa. Il partage également la vision qu'il entend donner à l'ouvrage : « il serait entendu que je rédigerai l'histoire de la Société en adoptant, dans l'ensemble, la méthode que j'ai habitude de suivre, et qui s'applique à fondre divers éléments pour tâcher d'opérer une synthèse vivante dans l'esprit du lecteur »². Ce style propre à Rumilly relève d'une approche linéaire et chronologique de l'histoire comme le rappelle Jean-François Nadeau dans la biographie qu'il consacre à l'« homme de Duplessis »³. Et bien que Rumilly se soit toujours défendu d'écrire des « livres à thèses », il n'en demeure pas moins qu'il est convaincu que ce nouveau projet sera « susceptible de faire une puissante propagande à la Société »⁴. Pour ce faire, il s'attardera à ce que l'histoire de la SSJB épouse « les préoccupations des Canadiens français, en général, et des Montréalais,

¹ Pour comprendre la connexion de Rumilly au réseau des nationalistes de droite, on consultera : Xavier-Gélinas. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, PUL, 2007. Se référer aussi aux articles d'Olivier Dard et de Pierre Trépanier : Olivier Dard. «Robert Rumilly, passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français», *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 11, n° 2, 2011, p. 7-36; Pierre Trépanier. «Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956)», *Les Cahiers des dix*, n° 44, 1989, p. 231-254.

² Robert Rumilly. *Lettre au chef de secrétariat de la SSJBM*, 26 octobre 1946, BANQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

³ Jean-François Nadeau. *Robert Rumilly, l'homme de Duplessis*, Montréal, LUX, 2009, p. 290.

⁴ Robert Rumilly. *Lettre au président et directeurs généraux de la SSJB de Montréal*, 12 mars 1951, BANQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14

en particulier »⁵. Le fil conducteur sera ainsi de démontrer la stabilité de la doctrine nationale émise par la SSJBM à travers son histoire.

L'étude prend déjà du retard en 1947 en raison de l'accessibilité des procès-verbaux. Comme le rapporte Nadeau, Rumilly avait l'habitude d'apporter chez lui des documents originaux afin de les dépouiller⁶. Or la Société refuse de voir les originaux quitter Montréal et décide de les faire microfilmer. Il faudra plus de deux ans pour numériser le tout, retardant ainsi le travail de l'auteur qui compte se servir de ces documents comme squelette du texte. Toutefois, Rumilly ne reste pas inactif et se consacre à rédiger la biographie du Frère Marie-Victorin entre temps.

Correspondance et sources

La majeure partie de l'année 1949 est consacrée au dépouillement des procès-verbaux. Entretemps, Rumilly n'est pas resté inactif et a commencé à rassembler les documents qui seront utiles à la rédaction du manuscrit. On trouve d'ailleurs dans le fonds d'archives des feuillets administratifs ainsi qu'une revue de presse contenant plusieurs journaux du XIXe siècle. Rumilly s'emploie également à contacter diverses sources qui l'alimenteront en idées et en faits. Outre la correspondance d'affaires avec les dirigeants de la SSJBM, le fonds témoigne du lien privilégié de Rumilly avec divers acteurs qu'il consulte de temps à autre afin de préciser certaines informations. Il fait appel à Victor Morin, ancien président de la Société, qui lui fournit parfois quelques renseignements sur des personnages importants ou l'Archiviste de la Province, Antoine Roy, sur des documents liés à Ludger Duvernay. Il communique également avec Édouard-Zotique Massicotte quelques mois avant le décès de ce dernier. Un détail semble le préoccuper davantage : celui des assises juridiques et des origines de la Société. À ce sujet, Rumilly précise la chronologie autour de la fondation de la Société en 1843 et sa filiation avec la société patriotique Aide-toi et le ciel t'aidera, fondée en 1834. Il en tirera d'ailleurs un court article pour la toute nouvelle *Revue d'histoire de l'Amérique française*⁷. Rumilly entretient aussi une correspondance avec Guy Vanier et Louis-Anasthase Fréchette, deux autres anciens présidents de la Société qui lui a fourni, « pour les périodes qu'ils connaissent respectivement le mieux, des observations et indications dont j'ai profité »⁸. En mars 1951, ils sont les seuls avec Victor Morin à avoir lu, en totalité ou en partie, le manuscrit.

Le projet connaît un second ralentissement lié à la recopie du texte par les secrétaires de la SSJBM. Toutefois, en aout 1950, Robert Rumilly s'imagine l'ouvrage prêt pour le 24 juin de l'année suivante. Or, la publication ne verra pas le jour comme prévu.

⁵ Robert Rumilly. *Lettre à Anasthase Fréchette*, 5 mars 1948, BAnQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

⁶ Jean-François Nadeau. *Op. Cit.*, p.292.

⁷ Robert Rumilly. «Quand la Société Saint-Jean-Baptiste a-t-elle été fondée?», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 1, n° 2, 1947, p. 237-242.

⁸ Robert Rumilly. *Lettre au président et directeurs généraux de la SSJB de Montréal*, 12 mars 1951, BAnQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

⁹ Robert Rumilly. *Lettre à Guy Vanier*, 20 mars 1951, BAnQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

¹⁰ Robert Rumilly. *Lettre à Anasthase Fréchette*, 7 avril 1951, BAnQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

¹¹ SSJB-M. *Cession de manuscrit et de droits*, 18 mai 1952, BAnQ, Fonds Rumilly, P303, 1992/02/004/14.

Le confit prend forme et s'envenime

En 1950, la SSJBM se dote d'une nouvelle direction; le Dr. Alcide Martel (1950) remplace Arthur Tremblay. Il semble que le projet porté par Rumilly l'intéresse moins que son prédécesseur. Le ton de la correspondance avec le secrétariat de la Société change, Rumilly a de plus en plus de difficultés à entrer en contact avec les responsables et doit passer par des intermédiaires afin de se faire entendre. Entre janvier et avril 1951, il multiplie les lettres cherchant à comprendre la situation.

Dans un mot adressé à Guy Vanier, l'auteur se confie : « Cette société m'a demandé un travail, devant lequel quatre de mes confrères avaient tour à tour reculés et j'ai accomplis au prix de deux années pleines de travail, de recherches et de démarches – et en ajoutant à tous mes autres travaux. La besogne terminée, et je crois, susceptible de faire une puissante propagande à la Société, je demande vainement à tous les échos de la publication. Ni le bureau de direction, ni les membres individuellement ne bougent »⁹.

Pour Rumilly, deux problèmes se posent. Premièrement, la révision du texte par les directeurs s'étire en longueur. Il se dit particulièrement choqué de l'attitude de Roger Duhamel (également journaliste au *Montréal-Matin*) qui aurait manifesté l'intention de « démolir ce livre ». Il se plaint de ne pas être reçu convenablement à la Société, ni même de pouvoir livrer les copies de son manuscrit aux réviseurs attitrés. Deuxièmement se pose la question du versement du cachet. Sans entrer dans la mécanique du contrat, il n'a touché que 700 \$ pour le travail accompli depuis 1946, ce qui ne représente pas beaucoup à ses yeux. Il se confie dans une lettre à Louis-Anasthase Fréchette : « Bref, tout est fait pour me décourager dans ces dernières étapes d'un très gros travail. Les inconvénients sont d'ordre matériel et moral. Si la Société me donne les moyens d'atteindre, en me versant un cachet raisonnable, je contracterai avec plaisir un nouveau bail de confiance, et remettrai mon manuscrit à qui vous voudrez, sans aucune exception. En attendant, je suis bien obligé de courir à quelques occupations plus lucratives »¹⁰.

Même si Rumilly a bon espoir de renouer la confiance avec la SSJBM, les directeurs ont fait leurs nids et mettent le projet sur la glace. Ultimement, Rumilly cède ses droits sur le manuscrit à la Société en mai 1952 en échange d'un montant de 700 \$ pour couvrir ses frais¹¹. Le manuscrit tombera ensuite dans l'oubli avant d'être publié en 1975.

Bien que ce court texte se veuille davantage instructif et que les limites dues à l'édition ne permettent de présenter qu'une infime partie du corpus documentaire accumulé, il soulève tout de même de nombreuses questions qui alimentent ma recherche : comment la promotion de l'histoire de la SSJB participe-t-elle à établir sa légitimité en tant qu'acteur politique? Comment la SSJBM compose-t-elle avec l'héritage du traditionalisme canadien-français lors de la parution du livre? En bifurquant accidentellement sur ce sentier, j'ai pu approfondir ces dimensions qui viendront enrichir ma thèse. Pour la petite histoire, l'eau finira bien par couler sous les ponts et Rumilly recevra en 1967 le prix Ludger-Duvernay de la SSJB de Montréal afin de souligner son rayonnement dans le domaine littéraire servant les intérêts supérieurs de la nation.

Fact & Fiction



Photo / Photographie : U.S. Navy,
Photographer's Mate 3rd Class
Lee M. McCaskill

A Historian Dishes about her Fiction-Writing Alter Ego

A small group of academics has gathered in a musty church basement. They sit quietly, engrossed in their own thoughts. From the third row a junior scholar – a historian – rises, walks to the front of the room and turns to face the rest of the group. She clears her throat, tucks her hair nervously behind one ear, and takes a deep breath.

“My name is Sarah... and I write fiction.”

“Hi Sarah.” Members of the group smile encouragement. They know first-hand that acceptance is an important step on the journey.

Most of the historians I know have some kind of secret passion. Gardening, Guitar Hero, geo-caching, gourmet cooking – you name it, someone does it. It keeps them sane, allows them to blow off a little steam, or is just plain fun. A smaller number of historians I know take a perverse pleasure in spending their limited leisure time doing more or less the same thing that occupies a significant portion of their work life: writing. Only instead of history, they write fiction. I am one of these. This is my story.

I wrote fiction long before I wrote history – most of it pretty bad, let's be honest, but my little sister was an early fan. During my PhD years at York University I began sharing my fiction with my peers (with initial trepidation): a serial story called “The Adventures of Sidney MA and Norah PhD” which former readers of the York graduate history newsletter Document may recall. Life in the ivory tower seems to lend itself naturally to comedy, as writers like David Lodge and Kingsley Amis have amusingly demonstrated. I have continued to mine the comic-academic vein since leaving grad school, and some CHA members may have seen my short story “Jackie Chan Loves You” (a weird day-in-the-life of an engineering prof) in *University Affairs* last summer.

About a year and a half ago, I decided to try my hand at historical fiction. On the surface this is an obvious fit, and for about a decade the thought “this would make a great story” has been popping into my head while I've rooted through documents in the archives. But nobody loves to criticize historical fiction like historians, so it is still a little terrifying to admit that I've taken the plunge. Luckily, at least half of my colleagues in the University of Prince Edward Island's Faculty of Arts openly and actively pursue some kind of

artistic or creative outlet, so I am in excellent and supportive company. It always helps to have a cheering section.

Writing both history and fiction is a little like being fluent in more than one language, or playing more than one instrument well: many people develop a slightly different “personality” in each medium. For instance, classical violinists must alter their usual bow hold in order to play traditional fiddle music with the right “groove,” and a bilingual fellow undergraduate once told me she was “flirtier in French.” Or in my own case, I prefer to play moody Romantic-era music on the piano, but precise Baroque on the violin. Ultimately they are each expressions of the same core personality, but various facets of that personality emerge more clearly in one venue than another. The same is true of writing in different genres.

History and fiction draw on the same tool box of basic writing skills, in the sense that clarity and grace are the ultimate goal of a well-turned phrase in either form. They are also close cousins in the sense that they tell stories in order to convey some central message or theme. Both tend to use the specific (particular historical incidents or statements; closely observed settings, characters, or actions) to illuminate either some larger development (history) or emotional truth (fiction). The accumulation of telling detail is crucial in both cases.

The actual process also has similarities. I have mentally worked through lots of tricky bits in both history and fiction while washing dishes, and re-writing is an integral part of the process regardless of genre. But perhaps *because* the act of writing in each form bears so many similarities, I can only devote my subconscious mind to working out the problems of one or the other in a given period. I can't be untangling a plotline at the same time I'm formulating a clear argument based on historical evidence. So if I have momentum on one front, it usually comes at the expense of the other.

For me, writing in these two forms looks very different from the outside: I draft most of my fiction longhand, curled up with pen and paper on a couch or in a corner of a local café; by contrast, my history first drafts usually require a large flat surface I can cover

An excerpt from “Jackie Chan Loves You,” by Sarah Glassford

Hector Yu – ambidextrous mechanical engineer, talented amateur artist, Chair of the departmental Curriculum Committee, and fifth-generation Chinese-Canadian, was sick to death of making exceptions.

It was always something, with the students. As a general rule he liked them, and he enjoyed passing on the skills and principles which would make them the next generation of engineers doing useful things for society. Hector was the kind of person who liked to feel he was making a contribution, and teaching (at least on good days) made him feel that way.

The problem was all the exceptions. No sooner would Hector inform the class that all students must submit their assignments at the start of lecture than a hand would shoot up and someone would demand an alternative. Hector hated being put on the spot like that, because he knew it was a test: would he stick to his policy, or bend a little? And if he bent for one, how many others could take advantage of the loophole he created? [...]

In [his] dreams, Hector was the Jackie Chan of engineering professors, kicking and spinning and striking all impertinent undergraduates who dared to ask for a special exception to

the rules. Hector particularly enjoyed the dreams where he made witty comments while fending off students with well-aimed jump kicks. In dreamland, this combination of intelligence, wit, and physical prowess – not to mention his take-no-prisoners approach to rule enforcement – always won him the heart of the dark-eyed Executive Assistant for the Mechanical Engineering Department, Amina Sanwar. Hector had adored Amina from afar for years, and lived in constant fear that one day she would transfer into the Dean’s office and out of his daily life.

But Hector was no Jackie Chan, Amina had never burst into his classroom to declare her undying love for him, and he was almost positive that both the Faculty of Engineering and the wider university frowned upon jump-kicking and karate-chopping one’s students. He had never found an explicit mention of it in any of the university regulations, but it seemed a pretty safe bet. And anyhow, Hector – contrary to the expectations of his childhood friends – had never learned martial arts. At one point he had considered taking up karate as an adult but decided that, once armed with the requisite skills, the temptation to use them would be too great....

with books and photocopies and notes, my laptop, and a whole lot of digital files therein. To some extent this reflects my larger experience of creating in each form: history requires a slow and sometimes tedious piecing together of fragments drawn from many sources (all those items sprawled on the desk or filed in my computer), just to create a first draft. Fiction, by contrast, feels lighter, freer, less encumbered. It is also a piecing together of fragments – people I’ve known, things I’ve studied, places I’ve seen, thoughts I’ve had, plot developments I’ve mulled over for weeks – but that work is largely done by the time I put pen to paper.

As a writer of historical fiction I am still first and foremost a historian: I will make things up, but I will not make up things that would not have happened in the context of the times. Many fiction writers would see this as a liability, hindering my ability to follow a story where it wants to lead. I prefer to think of it as part of the challenge. It takes as much, if not more, skill to create an engaging story that plays within the rules of the past, than one which breaks them willy-nilly. On the other side of the coin, I often sprinkle a few extra adjectives or metaphors into my history writing, and labour to achieve graceful, clear, evocative language whether in service of a book review, monograph, or anything in between. In the course of reflecting on my writing for this article, I realized that the questions that interest me as a social historian are also the questions that interest me as a fiction writer: How do ordinary people experience extraordinary events? How do race, class,

gender, age, religion (etc.) influence people’s interactions with one another and the world they live in? What choices do people make in the face of limited options? The historical fiction I’ve been working on for the past year seems to have turned into a story of women and agency. I didn’t sit down to write that, it just came out that way. Score one for Historian Brain.

At root, writing history and writing fiction are just two expressions of me as a teller of stories: some stories I dig up, others I make up. Comparing the two, I think my history tends to be on a steadier keel, much like my public self: efficient and goal-oriented, not easily ruffled, getting things done with minimal fuss. My fiction, on the other hand, has a much broader emotional range: it is sillier, angrier, more hopeful, more cynical, always conflicted. A lot like the sides of me I only reveal to my nearest and dearest.

So what is it like to write history *and* fiction? Ramsay Cook famously wrote of identities that they “are not like hats.” I can think of no better explanation for my experience: My two ways of writing are not hats I put on and take off, so much as they are two sides of a quirky and asymmetrical haircut: same head, same hair, different looks. It all depends on your angle.

Sarah Glassford is a Sessional Instructor at the University of Prince Edward Island